



Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 30 juin 2003

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Indicateurs nationaux du tourisme, premier trimestre de 2003**

Les dépenses touristiques ont reculé de 0,8 % au premier trimestre, par suite d'une baisse marquée du nombre de visites des voyageurs internationaux.

2
- **Financement des petites et moyennes entreprises, 2001**

Les petites et moyennes entreprises canadiennes ont semblé plus prudentes en 2001 lorsqu'elles ont dû demander divers types de financement, probablement en raison du ralentissement économique. Le produit intérieur brut n'a, en effet, progressé que de 1,5 % en 2001, soit moins de la moitié de la croissance enregistrée au cours de chacune des quatre années précédentes.

5

AUTRES COMMUNIQUÉS

- | | |
|---------------------------------------|---|
| Assurance-emploi, avril 2003 | 8 |
| Secteur des services personnels, 2001 | 9 |

NOUVEAUX PRODUITS

CALENDRIER DES COMMUNIQUÉS : Juillet 2003



COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Indicateurs nationaux du tourisme

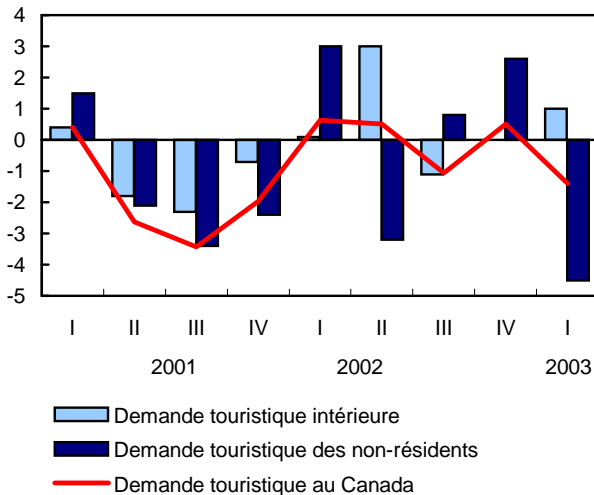
Premier trimestre de 2003

Les dépenses touristiques ont reculé de 0,8 % au premier trimestre, par suite d'une baisse marquée du nombre de visites des voyageurs internationaux. Une réduction de 4,5 % des dépenses des étrangers a plus que contrebalancé une augmentation de 1,0 % des dépenses touristiques des Canadiens. Les dépenses touristiques sont restées 4,3 % en deçà du sommet atteint au premier trimestre de 2001. L'écllosion du SRAS n'a presque pas eu d'effet au premier trimestre, le pire étant encore à venir.

Le tourisme recule en raison du repli des dépenses des non-résidents

Variation en % - trimestre précédent

Données corrigées en fonction des variations saisonnières et de l'inflation



Les dépenses des visiteurs internationaux sont à leur niveau le plus faible en quatre ans

Les dépenses des touristes internationaux au premier trimestre étaient à leur niveau le plus faible depuis celui atteint au deuxième trimestre de 1999. Les dépenses touristiques des non-résidents ont enregistré une baisse marquée durant le trimestre (-4,5 %), après avoir augmenté de 2,6 % au quatrième trimestre de 2002. Le nombre total de visiteurs a diminué de 6,9 %, les touristes en provenance des États-Unis et des autres pays ayant réduit le nombre de leurs voyages au Canada.

Note aux lecteurs

Les dépenses touristiques sont présentées en termes réels (c'est-à-dire ajustées en fonction des variations des prix) et sont corrigées pour tenir compte des variations saisonnières, à moins d'indication contraire. Les données sur l'emploi sont également corrigées pour tenir compte des variations saisonnières. Les variations en pourcentage correspondantes sont exprimées aux taux trimestriels.

Les inquiétudes sur le plan de la sécurité associées à la guerre en Irak, à la faiblesse de l'économie mondiale et à l'appréciation de 4,0 % du dollar canadien par rapport au dollar américain ont tous été des facteurs ayant contribué à la baisse.

La baisse des dépenses des non-résidents a été généralisée. Les services de transport aérien achetés par les non-résidents ont diminué de 5,2 %. Les dépenses des non-résidents au chapitre de l'hébergement (-4,1 %) et des services de restauration (-6,0 %) ont également diminué de façon marquée.

Le déficit au compte des voyages internationaux se creuse

Par suite de la baisse des dépenses des visiteurs de l'étranger, le déficit du Canada au compte des voyages internationaux est passé à 585 millions de dollars (aux prix courants) comparativement à 428 millions de dollars au quatrième trimestre de 2002. Un déficit signifie que les dépenses effectuées par les Canadiens à l'étranger étaient supérieures à celles des visiteurs internationaux au Canada.

La proportion des dépenses des touristes canadiens est la plus élevée en cinq ans

Les dépenses des Canadiens ont représenté 67,1 % des dépenses touristiques totales au Canada au premier trimestre. Il s'agit du pourcentage le plus élevé depuis le quatrième trimestre de 1997.

Les dépenses touristiques intérieures ont progressé de 1,0 %, les Canadiens ayant dépensé plus au pays et moins à l'étranger comparativement au quatrième trimestre de 2002.

Le transport aérien de passagers est en difficulté

Les dépenses globales au chapitre de nombreux biens et services touristiques ont diminué au premier

trimestre. Le transport aérien de passagers a chuté de 1,9 %, à la suite d'une forte progression observée au quatrième trimestre de 2002.

Les dépenses au chapitre de l'hébergement ont baissé de 1,2 %, tandis que celles au chapitre des services de restauration ont chuté de 1,9 %. Les dépenses au chapitre du carburant pour véhicules ont légèrement augmenté de 0,4 %, atténuant partiellement certaines de ces baisses.

L'emploi touristique est en perte de vitesse

L'emploi dans le secteur du tourisme est demeuré inchangé au premier trimestre, se situant à 586 100 emplois, à la suite de deux trimestres de croissance vigoureuse. Les pertes d'emplois dans le transport aérien de passagers et dans les services de restauration ont été contrebalancées par de faibles gains dans le domaine de l'hébergement et des loisirs.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 387-0001 à 387-0009.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1910.

Le numéro du premier trimestre de 2003 de la publication *Indicateurs nationaux du tourisme* (13-009-XIB, gratuite) est maintenant accessible dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Comptes nationaux*. La version imprimée de cette publication (13-009-XPB, gratuite) est également offerte. Pour la commander, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-3640 (iead-info-dcrd@statcan.ca), Division des comptes des revenus et dépenses. Télécopieur : (613) 951-3618.

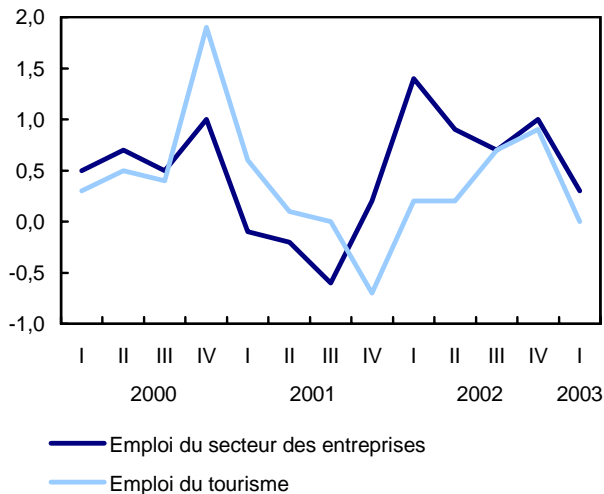
Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent d'information au (613) 951-3640, Division des comptes des revenus et dépenses.

□

L'emploi du secteur des entreprises et du tourisme s'essouffle

Variation en % - trimestre précédent

Données corrigées en fonction des variations saisonnières



Dépenses touristiques aux prix de 1997

	2001	2002	2001 à 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2002 au premier trimestre de 2003
	en millions de dollars, aux prix de 1997			en millions de dollars, aux prix de 1997 (données désaisonnalisées)			
			var. en %				var. en %
Dépenses touristiques totales							
Demande touristique au Canada	47 802	47 255	-1,1	11 786	11 889	11 789	-0,8
Demande touristique des non-résidents	16 239	15 825	-2,6	3 915	4 015	3 835	-4,5
Demande touristique intérieure	31 563	31 430	-0,4	7 871	7 873	7 954	1,0
Transport							
Demande touristique au Canada	18 626	18 177	-2,4	4 491	4 563	4 512	-1,1
Demande touristique des non-résidents	4 030	3 932	-2,4	953	985	940	-4,6
Demande touristique intérieure	14 596	14 245	-2,4	3 538	3 578	3 572	-0,2
Hébergement							
Demande touristique au Canada	6 776	6 927	2,2	1 723	1 748	1 728	-1,2
Demande touristique des non-résidents	3 759	3 922	4,3	979	1 010	968	-4,1
Demande touristique intérieure	3 016	3 005	-0,4	744	739	760	2,9
Restauration							
Demande touristique au Canada	7 531	7 539	0,1	1 916	1 910	1 873	-1,9
Demande touristique des non-résidents	2 779	2 621	-5,7	661	667	627	-6,0
Demande touristique intérieure	4 752	4 917	3,5	1 255	1 242	1 246	0,3
Autres biens et services touristiques							
Demande touristique au Canada	7 670	7 520	-2,0	1 889	1 889	1 895	0,3
Demande touristique des non-résidents	2 273	2 151	-5,4	533	545	526	-3,4
Demande touristique intérieure	5 397	5 369	-0,5	1 356	1 344	1 368	1,8
Autres biens et services							
Demande touristique au Canada	7 200	7 093	-1,5	1 768	1 778	1 780	0,1
Demande touristique des non-résidents	3 398	3 199	-5,9	789	809	773	-4,4
Demande touristique intérieure	3 802	3 893	2,4	979	970	1 007	3,9

Dépenses touristiques aux prix courants

	Premier trimestre de 2002	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Quatrième trimestre de 2002 au premier trimestre de 2003
	en millions de dollars, aux prix courants (données désaisonnalisées)					
						var. en %
Dépenses touristiques totales						
Demande touristique au Canada	12 642	12 937	13 053	13 163	13 181	0,1
Demande touristique des non-résidents	4 502	4 373	4 409	4 521	4 334	-4,1
Demande touristique intérieure	8 140	8 564	8 644	8 642	8 848	2,4
Transport						
Demande touristique au Canada	4 728	4 939	5 052	5 146	5 185	0,8
Demande touristique des non-résidents	1 180	1 182	1 166	1 215	1 164	-4,2
Demande touristique intérieure	3 548	3 757	3 886	3 931	4 021	2,3
Hébergement						
Demande touristique au Canada	1 953	1 928	1 858	1 866	1 859	-0,3
Demande touristique des non-résidents	1 109	1 065	1 058	1 079	1 042	-3,4
Demande touristique intérieure	844	863	800	787	818	3,9
Restauration						
Demande touristique au Canada	2 054	2 116	2 171	2 174	2 147	-1,2
Demande touristique des non-résidents	735	717	749	760	719	-5,3
Demande touristique intérieure	1 320	1 399	1 422	1 414	1 428	1,0
Autres biens et services touristiques						
Demande touristique au Canada	2 040	2 086	2 109	2 104	2 114	0,5
Demande touristique des non-résidents	613	597	608	622	602	-3,2
Demande touristique intérieure	1 428	1 489	1 501	1 483	1 512	2,0
Autres biens et services						
Demande touristique au Canada	1 866	1 869	1 863	1 873	1 875	0,1
Demande touristique des non-résidents	866	813	827	847	808	-4,6
Demande touristique intérieure	1 000	1 056	1 036	1 027	1 068	4,0

Financement des petites et moyennes entreprises

2001

Les petites et moyennes entreprises (PME) canadiennes ont semblé plus prudentes en 2001 lorsqu'elles ont dû demander divers types de financement, probablement en raison du ralentissement économique. Le produit intérieur brut n'a, en effet, progressé que de 1,5 % en 2001, soit moins de la moitié de la croissance enregistrée au cours de chacune des quatre années précédentes.

Selon l'Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises, seulement 18 % des PME ont fait une demande de financement par emprunt, soit le type de financement qu'elles recherchent le plus, contre 23 % en 2000. Cependant, huit PME sur dix ont vu leur demande de financement par emprunt approuvée, ce qui est à peu près inchangé par rapport au taux de 82 % enregistré en 2000. Les fournisseurs de crédit ont néanmoins démontré plus de prudence dans les montants autorisés et dans le processus d'approbation des demandes.

L'Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises est menée en partenariat avec Industrie Canada et le ministère des Finances, dans le cadre d'un programme fédéral de recherche sur les petites et moyennes entreprises. L'enquête de 2001 a été réalisée à l'automne 2002 et les estimations ont été produites à partir de données provenant d'entrevues téléphoniques auprès de 3 850 PME qui ont participé à l'enquête, étaient en activité en 2001, comptaient moins de 500 employés et avaient un revenu brut inférieur à 50 millions de dollars. Les questions portaient, entre autres, sur les types de crédit demandés, l'issue des demandes et l'utilisation prévue des montants demandés.

Les résultats de l'enquête de 2001 ont été produits à partir d'un échantillon de 5 830 PME, soit le tiers de celui de l'enquête de 2000, dont la taille était de 17 769 entreprises. Ils sont donc moins précis que ceux de l'enquête de 2000, et toute comparaison que nous faisons dans ce texte doit être considérée prudemment.

Baisse générale de la demande et de l'offre de financement

Dans l'ensemble, les PME ont déclaré que le montant de financement par emprunt qu'elles ont

Note aux lecteurs

L'Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises a été menée auprès d'entreprises qui étaient en activité en 2001. Les entrepreneurs qui ont tenté de lancer une entreprise mais qui ont échoué n'étaient pas visés par l'enquête.

Cette enquête visait les entreprises comptant entre 0 et 499 employés équivalents temps plein. On a exclu les entreprises de financement et de crédit-bail, les coopératives, les filiales, les organismes sans but lucratif, les bureaux gouvernementaux, les établissements d'enseignement, les hôpitaux et d'autres organismes du secteur public.

L'exactitude des résultats diminue à mesure que les données sont ventilées selon les sous-groupes de la population cible. Par exemple, les résultats globaux obtenus pour la population sont généralement exacts à 5 points de pourcentage près, 19 fois sur 20. Les résultats obtenus pour les diverses catégories de taille d'effectifs (par exemple 0 employé, 1 à 4 employés, 5 à 19 employés) sont généralement exacts à 10 points de pourcentage près, et au plus à 15 points de pourcentage, 19 fois sur 20.

demandé en 2001 se chiffrait à 38,9 milliards de dollars, en baisse par rapport à 54,2 milliards de dollars en 2000. Par ailleurs, le montant total de financement par emprunt qui leur a été autorisé en 2001 était de 28,3 milliards de dollars, en baisse par rapport à 44,3 milliards de dollars en 2000. Exprimés en pourcentage du montant total demandé, les montants autorisés en 2001 ne représentaient plus que 73 %, contre 82 % en 2000. Cette baisse pourrait signifier que le ralentissement économique observé en 2001 a eu un effet modérateur sur la propension des fournisseurs de crédit à prêter aux entreprises les sommes demandées.

Quant au financement par crédit-bail, les taux d'approbation et de demande ont légèrement baissé. Le taux d'approbation est passé de 98 % en 2000 à 94 % en 2001, et seulement 7 % des PME ont dit avoir sollicité du crédit-bail, contre 9 % en 2000.

Par ailleurs, le financement total autorisé par crédit-bail s'est élevé à 9,1 milliards de dollars en 2001, contre 6,4 milliards de dollars en 2000. Exprimé toutefois en pourcentage du montant total demandé, le financement autorisé par crédit-bail en 2001 représentait 94 %, ce qui est presque inchangé par rapport à 2000.

Enfin, pour ce qui est du financement par actions, seulement 1 % des PME ont tenté de l'obtenir en 2001, comparativement à 2 % en 2000.

Financement par emprunt demandé par les petites et moyennes entreprises en 2001

	Financement par emprunt	
	Oui	Part
	%	
Canada	18	100
Nombre d'employés		
0 employé	12	14
1 à 4 employés	21	30
5 à 19 employés	27	30
20 à 99 employés	23	16
100 - 499 employés	...	10
Secteur		
Agriculture Primaire	30	14
Fabrication	16	5
Commerce de détail et de gros	23	13
Services professionnels	18	15
Secteur du savoir	13	6
Autres secteurs	14	2
	16	44
Région		
Provinces de l'Atlantique	20	7
Québec	15	33
Ontario	18	32
Manitoba, Saskatchewan et Nunavut	25	6
Alberta et Territoires du Nord-Ouest	21	10
Columbia Britannique et Yukon	16	13

... Données confidentielles en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique ou supprimées pour des raisons de qualité.

Note: Compte tenu des différences dans les tailles d'échantillon de 2000 et de 2001, nous invitons le lecteur à faire preuve de prudence dans toute comparaison de ces résultats avec ceux de l'enquête de 2000.

Prudence apparemment accrue chez les PME de plus grande taille

La majorité des demandes de financement par emprunt, soit 27 %, provenaient de PME de 5 à 19 employés. Les entreprises de taille plus grande (20 à 99 employés) ne représentaient que 23 % des demandes.

Pour ce qui est des montants demandés, les entreprises de 20 à 99 employés et de 100 à 499 employés ont sollicité 16 % et 10 % respectivement des 38,9 milliards demandés en financement par emprunt. Par contre, les PME de 1 à 4 employés et de 5 à 19 employés ont sollicité 30 % du total chacune. On aurait pourtant pensé que les plus grands besoins en financement viendraient des entreprises de plus grande taille, vue leurs opérations plus importantes. Il est probable que ces entreprises aient été plus prudentes en raison du ralentissement économique.

Malgré cette prudence apparente, les PME de plus grande taille ont conservé la confiance des fournisseurs de crédit. Le taux d'approbation des demandes était de 91 % chez les entreprises de plus de 100 employés, contre 80 % pour celles de 1 à 4 employés et de 77 % pour celles sans employé.

Financement par emprunt autorisé aux petites et moyennes entreprises en 2001

	Financement par emprunt	
	Oui	Part
	%	
Canada	80	100
Nombre d'employés		
0 employé	77	17
1 à 4 employés	80	33
5 à 19 employés	84	19
20 à 99 employés	...	18
100 à 499 employés	91	13
Secteur		
Agriculture Primaire	94	19
Fabrication	88	4
Commerce de détail et de gros	85	16
Services professionnels	89	17
Secteur du savoir	...	6
Autres secteurs	78	2
	73	37
Région		
Provinces de l'Atlantique	86	9
Québec	79	24
Ontario	75	32
Manitoba, Saskatchewan et Nunavut	92	8
Alberta et Territoires du Nord-Ouest	80	12
Columbia Britannique et Yukon	83	15

... Données confidentielles en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique ou supprimées pour des raisons de qualité.

Note: Compte tenu des différences dans les tailles d'échantillon de 2000 et de 2001, nous invitons le lecteur à faire preuve de prudence dans toute comparaison de ces résultats avec ceux de l'enquête de 2000.

Toujours plus d'engouement pour le prêt à terme et la marge de crédit

Bien que prudentes, les PME ont très peu changé leur comportement à l'égard des différents instruments de financement par emprunt (prêt à terme, carte et marge de crédit). Comme en 2000, une PME sur trois a sollicité un prêt à terme, et une proportion égale a voulu obtenir une nouvelle marge de crédit. Par contre, les demandes de prêt hypothécaire ont augmenté, passant de 10 % en 2000 à 16 % en 2001. Cette hausse laisse supposer que les PME ont été plus nombreuses à essayer de profiter des faibles taux

d'intérêt hypothécaire offerts par les fournisseurs de crédit en 2001, année où le taux préférentiel s'est situé à 4,5 % en moyenne, contre 5,7 % en 2000.

Comme en 2000, les demandes pour les autres instruments financiers, tels que le prêt à court terme et les nouvelles cartes de crédit, étaient beaucoup moins importantes.

Demande de financement par emprunt : un processus légèrement plus rigoureux

Les trois documents les plus demandés par les fournisseurs de crédit en 2001 étaient les états financiers de l'entreprise, une demande officielle de financement et les états financiers personnels du propriétaire de l'entreprise. En fait, trois PME sur quatre ont eu à fournir leurs états financiers, trois sur dix ont soumis une demande officielle de financement, et presque autant ont fourni les états financiers personnels de leur(s) propriétaire(s). Comme en 2000, ces documents étaient aussi les plus exigés, mais les états financiers de l'entreprise en particulier étaient exigés chez un plus petit nombre d'entreprises; seulement une PME sur deux avait alors déclaré les avoir fournis.

En outre, l'enquête de 2001 a révélé que les fournisseurs de crédit ont demandé à 17 % des entreprises de fournir une évaluation des actifs à financer, contre 9 % en 2000. De plus, 12 % des PME ont dit avoir fourni divers «autres documents» exigés par le fournisseur de crédit, alors qu'elles n'étaient que 5 % à le faire en 2000. Les fournisseurs de crédit auraient donc été un peu plus prudents et rigoureux envers leurs clients que par le passé.

Toutefois, cette prudence et cette rigueur ne semblent pas avoir touché les critères habituels d'évaluation des demandes par les fournisseurs de crédit, puisque, comme en 2000, les PME qui ont vu leur demande de financement par emprunt rejetée ont

abondamment cité l'insuffisance des revenus (27 %), les antécédents médiocres en matière de crédit (20 %), et le flux de trésorerie trop faible (17 %) comme les principales raisons de ce rejet. Par contre, 3 % de ces PME ont dit n'avoir reçu aucune explication du rejet. Des proportions semblables avaient été enregistrées en 2000.

Autres types de financement

Parlant du crédit-bail, les demandes de location d'automobiles et de véhicules utilitaires légers ont continué de devancer celles des autres biens, affichant 30 % du total, comparativement à 35 % en 2000. Par contre, la machinerie et l'équipement, qui représentaient 31 % des demandes en 2000 et qui venaient en deuxième lieu parmi les biens sollicités, n'ont représenté que 6 % des demandes en 2001. Elles ont cédé leur place aux véhicules lourds dont la demande s'est établie à 20 % en 2001, ce qui est presque inchangé par rapport à 2000. Les demandes pour les autres biens sont demeurées aussi pratiquement inchangées.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2941.

L'Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises fait partie du programme de recherche sur le financement des PME. Pour en savoir plus, consultez le site Web d'Industrie Canada (www.strategis.ic.gc.ca/prf).

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Christophe Kadji au (613) 951-3639 (christophe.kadji@statcan.ca) ou avec Gilles Paré au (613) 951-2517 (gilles.pare@statcan.ca), Division des petites entreprises et des enquêtes spéciales. ■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Assurance-emploi

Avril 2003 (données provisoires)

Le nombre estimatif de Canadiens (donnée désaisonnalisée) recevant des prestations ordinaires d'assurance-emploi en avril a connu une augmentation de 1,3 % par rapport à mars pour atteindre 543 430. Il s'agit de la troisième croissance mensuelle consécutive, laquelle était attribuable aux augmentations enregistrées en Ontario (+3,1 %), en Colombie Britannique (+2,9 %), en Alberta (+2,3 %) et en Saskatchewan (+2,1 %). L'augmentation observée au Québec (+0,9 %) a été légèrement inférieure à la hausse enregistrée à l'échelon national, tandis que le Manitoba, la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve-et-Labrador ont affiché des baisses.

Nombre de bénéficiaires recevant des prestations ordinaires

	Avril 2003 ^P	Mars à avril 2003	Avril 2002 à avril 2003
	données désaisonnalisées		
		var. en %	
Canada	543 430	1,3	1,2
Terre-Neuve-et-Labrador	37 350	-0,3	6,2
Île-du-Prince-Édouard	8 290	1,7	6,4
Nouvelle-Écosse	29 760	-0,6	0,9
Nouveau-Brunswick	33 910	0,4	2,9
Québec	179 750	0,9	1,7
Ontario	135 410	3,1	0,4
Manitoba	12 800	-1,3	-4,8
Saskatchewan	11 540	2,1	0,3
Alberta	32 720	2,3	2,9
Colombie-Britannique	62 850	2,9	-3,5
Yukon	940	0,0	5,6
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	1 100	1,9	1,9
	données non désaisonnalisées		
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	850	7,6	1,2
	340	9,7	3,0

^P Données provisoires.

De plus, les prestations ordinaires versées en avril ont totalisé 688,7 millions de dollars, tandis que le nombre de demandes initiales et renouvelées s'est établi à 247 740 (données désaisonnalisées).

Nota : Dans le cadre de la présente diffusion, une révision historique de toutes les séries jusqu'à

janvier 1997 a été introduite. Cette révision a permis de mettre à jour toutes les séries désaisonnalisées et d'améliorer la codification des individus à leur géographie infra provinciale.

Les estimations du programme des statistiques de l'assurance-emploi sont produites à partir de données administratives et peuvent de temps à autre subir l'effet de changements apportés à la *Loi sur l'assurance-emploi* ou aux procédures administratives.

Statistiques sur l'assurance-emploi

	Avril 2003	Mars 2003	Avril 2002	Mars à avril 2003	Avril 2002 à avril 2003
	données désaisonnalisées				
				var. en %	
Bénéficiaires ordinaires	543 430 ^P	536 550 ^P	537 000	1,3	1,2
Montant versé de prestations ordinaires (en millions de dollars)	688,7 ^P	748,6	723,4	-8,0	-4,8
Demandes reçues (en milliers)	247,7 ^P	248,9	235,7	-0,5	5,1
	données non désaisonnalisées				
				var. en %	
Ensemble des bénéficiaires (en milliers)	897,2 ^P	968,7 ^P	892,2	-7,4	0,6
Bénéficiaires ordinaires (en milliers)	617,9 ^P	685,8 ^P	609,8	-9,9	1,3
Demandes reçues (en milliers)	198,1	223,3	206,3	-11,3	-4,0
Montant versé (en millions de dollars)	1 382,7	1 573,5	1 657,7	-12,1	-16,6
	données cumulatives (janv. à avril)				
		2003	2002	2002 à 2003	
				var. en %	
Demandes reçues (en milliers)		961,5	939,2	2,4	
Montant versé (en millions de dollars)		5 775,2	5 902,9	-2,2	

^P Données provisoires.

Note: L'ensemble des bénéficiaires inclut tous les prestataires recevant des prestations de type ordinaire (par exemple, en raison d'un licenciement) ou des prestations spéciales (par exemple, pour cause de maladie).

Le nombre de bénéficiaires représente toutes les personnes qui reçoivent des prestations d'assurance-emploi durant la semaine comprenant la quinzième journée du mois. Les prestations ordinaires

versées représentent le montant total d'argent perçu par les individus durant le mois.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 276-0001 à 276-0006, 276-0009, 276-0011, 276-0015 et 276-0016.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2604.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-4090 ou composez sans frais le 1 866 873-8788 (*travail@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Gilles Groleau au (613) 951-4091, Division de la statistique du travail. ■

Secteur des services personnels 2001

Il est maintenant possible de consulter les données de 2001 sur le secteur des services personnels, qui comprend les services de soins personnels, les services funéraires, les services de blanchissage et les autres services personnels. Ces données portent sur les recettes de ce secteur, les dépenses, les salaires et les rémunérations, la marge bénéficiaire, la répartition des recettes selon le genre de service et la catégorie de clients.

Les résultats de l'Enquête annuelle sur le secteur des services personnels indiquent que 34 720 établissements ont fourni des services

personnels au Canada. Les recettes de ces entreprises se sont élevées à 7,3 milliards de dollars en 2001, en hausse par rapport aux 6,7 milliards de dollars enregistrés en 2000.

Les services de soins personnels (comme les services de coiffure et d'esthétique) ont produit 40 % des recettes totales de ce secteur et représentaient les deux tiers du nombre total des établissements. La proportion la plus élevée des recettes a été enregistrée en Ontario (45 %) et au Québec (20 %). Les services de nettoyage à sec et de blanchissage ont connu une bonne progression, s'étant accrus de 9,8 % pour atteindre 1,8 milliard de dollars en 2001.

La marge bénéficiaire pour le secteur des services personnels a été de 8,2 % en 2001, en baisse par rapport à celle observée en 2000 (9,5 %).

Les dépenses d'exploitation ont totalisé 6,7 milliards de dollars. Les salaires, les rémunérations et les avantages sociaux ont constitué les dépenses les plus importantes, représentant 35 % des recettes totales d'exploitation.

Données stockées dans CANSIM : tableau 359-0001.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2424.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Bob Allan au (613) 951-2648 (*bob.allan@statcan.ca*) ou avec Irene Ross au (613) 951-6305 (*pucire@statcan.ca*), Division des industries de service. Télécopieur : (613) 951-6696. ■

NOUVEAUX PRODUITS

Indicateurs nationaux du tourisme, estimations trimestrielles, premier trimestre de 2003
Numéro au catalogue : **13-009-XIB**
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Indicateurs nationaux du tourisme, estimations trimestrielles, premier trimestre de 2003
Numéro au catalogue : **13-009-XPB**
(gratuit).

Les numéros au catalogue se terminant par : -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander les produits par téléphone :

Ayez en main : • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez : **1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez : **1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur : **1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte : **1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet : écrivez à order@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Le jeudi 30 juin 2003
Deuxième édition à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1999** Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1999, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements par semaine sans utiliser les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années. 2
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** Au foyer de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois remarquablement faible. 5

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 10
- Emplois sur les anticipations à court terme 10
- Adaptation des personnes atteintes de handicaps le 31 mai 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada / Statistiek Canada / Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2003. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.

CALENDRIER DES COMMUNIQUÉS : JUILLET 2003

(À cause de circonstances imprévisibles, les dates de parution peuvent être modifiées.)

Date de parution	Titre	Période de référence
4	Qui fréquente l'école secondaire et quand : parcours choisis par les jeunes de 20 ans	2000
4	Distribution de films cinématographiques et de vidéos	2000-2001
7	Permis de bâtir	Mai 2003
7	Enregistrement sonore	2000
8	Diplômes et certificats universitaires	2000
9	Commerce de biens culturels	1996 à 2002
10	Indice des prix des logements neufs	Mai 2003
10	Investissement en construction de bâtiments non résidentiels	Deuxième trimestre de 2003
10	Enquête sur le milieu de travail et les employés : régimes de retraite	2001
11	Enquête sur la population active	Juin 2003
11	Commerce international de marchandises du Canada	Mai 2003
14	Ventes de véhicules automobiles neufs	Mai 2003
16	Enquête mensuelle sur les industries manufacturières	Mai 2003
17	Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières	Mai 2003
17	Voyages entre le Canada et les autres pays	Mai 2003
18	Commerce de gros	Mai 2003
21	Commerce de détail	Mai 2003
22	Indice des prix à la consommation	Juin 2003
23	Indicateurs avancés	Juin 2003
23	Investissements privés et publics au Canada	2003 (perspectives révisées)
24	Statistiques sur la criminalité	2002
25	Dépenses publiques au chapitre de la culture	2000-2001
25	Infractions sexuelles	2001
28	Emploi, rémunération et heures de travail	Mai 2003
29	Assurance-emploi	Mai 2003
29	Indices des prix des produits industriels et des matières brutes	Juin 2003
29	Les enfants handicapés et leur famille	2001
30	Produit intérieur brut par industrie	Mai 2003
30	Arts d'interprétation	2001
31	Écoute de la radio	Automne 2002
